

UNE TRANSPARENCE OPAQUE

Alors même que l'appel d'offres pour trouver un nouveau prestataire apte à assurer les risques liés à l'accord de prévoyance de branche, les organisations patronales ont décidé, sans aucune concertation et dans le secret le plus total, d'envoyer à l'ensemble de leurs adhérents, une « **Note d'information et d'opportunité des organisations patronales relative au régime de prévoyance de la branche prestataires de services** ».

Dans celle-ci, les patrons préconise à leurs troupes de résilier leur contrat avec le groupe GNP (*actuel assureur*) au profil du groupe MALAKOFF MEDERIC.

Dès que nous l'avons appris, nous avons écrit aux organisations patronales et syndicales membres de la commission paritaire ainsi qu'aux ministères du Travail et de la Santé. Et face à la réprobation qui montait, le groupe MALAKOFF MEDERIC a décidé de stopper le démarchage des entreprises de la branche, mais continue à postuler pour en devenir l'assureur référent.

Pour notre part, nous demandons le retrait pur et simple de la candidature du groupe MALAKOFF MEDERIC, car nous pensons que cette initiative, malgré toutes les précautions prises, ne peut être considérée comme neutre dans le cadre de l'actuel appel d'offres portant sur la prévoyance.

En offrant la possibilité, à l'un des candidats de l'appel d'offres, de

démarcher activement les entreprises adhérentes aux chambres patronales, il est créé inévitablement une distorsion de concurrence notamment parce que les entreprises n'auront aucune obligation à choisir l'un des assureurs recommandés.

MALAKOFF MEDERIC pourra à loisir choisir d'assurer ou non telle ou telle entreprise et donc limiter ses risques de déséquilibre financiers, ce qui aura des conséquences négatives sur les comptes consolidés du régime recommandé.

Par cette démarche, le patronat de la branche démontre, à nouveau, son inintérêt pour les salarié-e-s, et leur souhait de faire exploser tout système de solidarité qui permettrait à tout-à-chacun de se soigner et d'affronter les accidents de

la vie (*incapacité, invalidité, décès*) avec un peu plus de sérénité.

Pour gagner quelques milliers d'euros supplémentaires, nos patrons sont prêts à toutes les atteintes à nos droits sociaux qui, à leurs yeux, sont trop généreux.

Les millions du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ne leur suffisent pas, il faut encore qu'ils rognent, aujourd'hui, sur la prévoyance, et demain sur la complémentaire santé !

Cela ne peut plus durer, il est important que nous montrons au patronat et au Gouvernement que nous ne voulons plus de cette politique ! **Voilà pourquoi, nous invitons tous les salarié-e-s à suivre l'appel à la mobilisation nationale du 16 octobre prochain.**

Bulletin d'adhésion

Nom et prénom : _____

Adresse personnelle : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____

Courriel : _____

Nom entreprise : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Secteur d'activité : _____

Catégorie professionnelle (*cocher la case correspondante*) :

- Employé Technicien Agent de maîtrise
 Cadre Ingénieur

A retourner par courrier à l'adresse située à gauche.